



CONSEIL DE COMMUNAUTE DU 12 FEVRIER 2020

PROCES VERBAL DE SEANCE

L'an deux mille vingt, le douze février, à 18h30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, KERLAN Frédéric, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean- Luc, OLLIVIER Muriel

Secrétaire de séance SOUDON Chantal

Excusés

ANDRÉ Robert (pouvoir à BÉGOC Marie-Hélène)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
CRENN Jean (pouvoir à MASCLEF Evelyne)
HERROU Monique (pouvoir à MAILFERT Gilles)
JÉZÉQUEL Marc (pouvoir à CORRE Michel)
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à BESCOND Yvon)
MOULLEC Yvan (pouvoir à COJEAN Michel)
PAGE Marie-Renée (pouvoir à GODET Nathalie)
ROUBY Solenn (pouvoir à RIOU Michel)

Absent

CANN Joël

Les conseillers communautaires, la presse et le public ayant pris place dans l'amphithéâtre de la Maison des Services Publics, le président ouvre la séance. Il propose Chantal SOUDON comme secrétaire de séance et lui demande de bien vouloir procéder à l'appel. Le quorum étant atteint, le conseil de Communauté peut valablement délibérer.

DIRECTION GENERALE

Affaires générales

DCC2020_001 Procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 13 décembre 2019 : Approbation

Résumé :

Le procès-verbal de la dernière séance qui décrit chaque point porté à l'ordre du jour et rend compte des débats, doit être approuvé par les membres du conseil de Communauté

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : approuve le procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 13 décembre 2019.

SERVICES A LA POPULATION

CLIC

DCC2020_002 Mise en place de bilan de santé à destination des + 50 ans à la MSAP

Résumé :

L'association « Bien Vieillir en Bretagne » financée par la caisse de retraite AGIRC-ARRCO compte mettre en place un bilan de santé- prévention pour les + de 50 ans sur le territoire de la Communauté. Ce dispositif, expérimental pour un an, se ferait sous la forme de 1 à 2 permanences par mois. Il viendrait s'articuler autour des dispositifs existants dans le réseau de la gérontologie (notamment le CLIC pour la partie CCPLD).

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le président à signer la convention de partenariat avec le Centre de prévention Bien Vieillir Agirc-Arrco Bretagne pour permettre le lancement de l'expérimentation sur le territoire ainsi qu'un bail précaire pour la mise à disposition à titre gracieux des locaux.

TECHNIQUES

Eau et assainissement

DCC2020_003 SPL EAU DU PONANT - Approbation du rapport aux actionnaires 2019

Résumé :

L'article L.1524-1 du code général des collectivités territoriales dispose que les organes délibérants des collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires devront se prononcer sur le rapport écrit qui leur sera soumis au moins une fois par an par leur(s) représentant(s) au Conseil d'Administration ou de surveillance de la société.

Débats :

Yvon BESCOND présente les éléments et chiffres contenus dans le rapport.

Maryline MAHE s'étonne que la station d'épuration de Logonna-Daoulas qui connaît des dysfonctionnements liés à une surcharge hydraulique des eaux pluviales ne soit pas signalée. Or, elle rappelle que le PLUI indique qu'il ne faut plus y raccorder de constructions nouvelles, ce qui peut créer des soucis à l'avenir.

Yvon BESCOND note la pertinence de la remarque, qui sera plutôt débattue lors du prochain conseil de Communauté. Une analyse de l'enquête publique (zonages d'assainissement) sera présentée lors de cette séance plénière et ce point sera abordé. Aujourd'hui c'est le rapport de l'année 2018 Eau du Ponant, qui est inscrit à l'ordre du jour, de fait, il ne tient pas compte des remarques formulées lors de l'enquête publique qui s'est tenue du 20 août au 30 septembre 2019.

Patrick LECLERC conclut que la Communauté est consciente des soucis existants à Logonna-Daoulas et sur d'autres communes. Des investissements ont été programmés et d'autres sont à programmer afin de résoudre les problématiques soulevées lors de l'élaboration du zonage d'assainissement conjointement au PLUI

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : approuve le rapport aux actionnaires 2019 de la SPL Eau du Ponant.

Environnement

DCC2020_004 Adhésion de la Communauté au Syndicat des Eaux du Bas Léon et transfert de la compétence animation et concertation

Résumé :

Le Syndicat des Eaux du Bas Léon a entrepris les démarches nécessaires à sa labellisation en EPAGE et pourra poursuivre, pour le compte des Communautés, les missions au titre de la Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA) sous réserve du transfert d'une compétence par les EPCI concernés. Cette compétence concerne l'animation et la concertation au titre de l'item 12 issu de l'article L.211-7 du code de l'environnement. La Communauté soutient cette démarche et souhaite continuer de déléguer par voie de convention les missions GEMA sur la partie de son territoire (bassin hydrographique) concernée par le SAGE du Bas-Léon. Il est proposé que la Communauté adhère au syndicat du Bas Léon et lui transfère la compétence animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les statuts du Syndicat des Eaux du Bas Léon (SEBL) adoptés par le Comité syndical du 24 septembre 2019 et l'adhésion de la Communauté au SEBL,

Article 2 : Transfère au SEBL la compétence « animation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques » (L.211-7 item 12 du code de l'environnement) sur la partie du territoire (bassin hydrographique) de la Communauté concernée par le SAGE du Bas-Léon,

Article 3 : Désigne le vice-président en charge de l'eau, de l'assainissement et de la GEMAPI comme représentant de la Communauté au sein du SEBL.

DCC2020_005 Convention pluriannuelle de délégation au Syndicat des Eaux du Bas Léon de la mise en œuvre du SAGE du Bas-Léon

Résumé :

Le Syndicat des Eaux du Bas Léon (SEBL), en tant qu'EPAGE (Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des eaux) va poursuivre, pour le compte des Communautés, un programme d'actions d'animation et de coordination et d'actions transverses liées au SAGE du Bas Léon. Ces actions seront réalisées sur la période 2020-2025, dans le cadre des missions liées à l'item 12 transférées et des items 6,7 et 11 de l'article L.211-7 du Code de l'environnement. Il est donc proposé une convention, intitulée "convention de mise en œuvre du SAGE du Bas Léon" qui fera l'objet chaque année d'une mise à jour approuvée par voie d'avenant arrêtant les participations financières.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve :

– la convention pluriannuelle 2020-2025 de mise en œuvre du SAGE du Bas Léon comprenant :

- l'animation et la coordination du SAGE du Bas Léon,
- des actions transverses en lien avec le SAGE du Bas Léon sur le territoire concerné de la Communauté.
 - les montants prévisionnels de participation 2020 qui en découlent :
- 1 200 € au titre de l'animation et la coordination du SAGE du Bas Léon,
- 1 600 € au titre des actions transverses en lien avec le SAGE du Bas Léon sur le territoire concerné de la Communauté,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention et les avenants à intervenir en approbation de la mise à jour du programme pluriannuel.

GEMAPI

DCC2020_006 Convention de délégation au Syndicat des Eaux du Bas Léon pour l'exercice de la compétence GEMA sur les périmètres des bassins versants de l'Aber Wrac'h et du Quillimadec

Résumé :

La Communauté confie depuis 2018 les missions Gestion de l'Eau et des Milieux Aquatiques (GEMA) au syndicat des Eaux du Bas Léon (SEBL) et peut désormais lui confier par délégation, du fait de son statut d'EPAGE, les missions liées aux item 1, 2 et 5 pour la GEMA. Le SEBL propose un programme d'actions sur les bassins versants de l'Aber Wrac'h et du Quillimadec sur la période 2020-2025 dans le cadre de ces missions. La protection contre les inondations (PI) n'est pas déléguée pour ces sous bassins versants. Il est donc proposé une convention pluriannuelle qui fera l'objet d'une mise à jour approuvée par voie d'avenant chaque année.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve :

- la convention pluriannuelle 2020-2025 de délégation de l'exercice de la GEMA sur le périmètre des bassins versants de l'Aber Wrac'h et du Quillimadec définissant les missions exercées et le programme d'actions,

- le montant prévisionnel des dépenses pour 2020 à hauteur de 1 400 €,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention et les avenants à intervenir en approbation des différents programmes annuels.

DCC2020_007 Bassin versant de l'Aber Wrac'h - programme milieux aquatiques 2018 - avenant participation financière de la Communauté.

Résumé :

Le solde des subventions 2018 pour le volet Milieux Aquatiques du bassin versant de l'Aber Wrac'h ayant été reçu par le Syndicat des Eaux du Bas Léon, il s'avère que les participations financières des EPCI payées pour le programme 2018 sont supérieures aux participations réellement supportées par le Syndicat.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le président à signer l'avenant à la convention 2018 permettant au Syndicat des Eaux du Bas Léon de déduire le trop-perçu de la participation de la Communauté aux charges prévues pour l'année 2020.

Très Haut Débit

DCC2020_008 MEGALIS BRETAGNE - Montée en débit sur le secteur de Lanvoy à Hanvec : modification de la convention

Résumé :

Par délibération n° DCC2019_040 du 6 février 2019, la Communauté a donné une suite favorable à la desserte du quartier de Lanvoy à Hanvec, secteur ciblé comme très mal desservi en réseau de communications électroniques. Compte tenu des résultats de la consultation opérée par Mégalis Bretagne, il y a lieu d'annuler la convention initiale et la remplacer par une nouvelle fixant la participation à 63 208 € sur la base de l'estimation des dépenses répartie en 2020 pour 50 % et le solde à la réception des travaux. Le montant versé suite à la réception constituera le solde sur la base des dépenses définitivement arrêtées. Sur le montant total payé, la somme de 42 000 € est considérée comme une avance sur les travaux FTTH à intervenir par la suite dans le cadre du programme BTHD.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Prenne acte de l'évolution financière du projet de montée en débit présenté par Mégalis Bretagne pour un montant total de dépenses estimé à 191 539 € en investissement et de 1 000 € en fonctionnement, concernant le secteur de Lanvoy sur la commune de Hanvec,

Article 2 : Autorise le président à signer :

– la nouvelle convention à intervenir fixant les modalités financières de participation de la Communauté à 63 208 € en investissement et à 330 € en fonctionnement, sur la base de l'estimation des dépenses précitée,

-- l'avenant d'arrêt des comptes sur la base du montant définitif des travaux relatifs à la participation financière de la Communauté.

DCC2020_009 NEW DEAL MOBILE : Implantation d'une antenne relais sur la ZAE Le Stum à Dirinon - convention d'occupation de parcelle

Résumé :

Le programme New Deal Mobile qui prévoit un renforcement de la couverture en téléphonie mobile d'une zone couvrant les communes de La Martyre, Tréflévénez, Saint Urbain, Le Tréhou, Irillac, Saint Eloy et Hanvec a été validé par arrêté ministériel en date du 21 décembre 2018. La Communauté est sollicitée pour autoriser l'implantation d'une antenne relais sur la ZAE du Stum à Dirinon. Cette autorisation doit faire l'objet d'une convention d'occupation avec redevance.

Débats :

Georges PHILIPPE se réjouit de l'existence de ce programme, qui va atténuer quelque peu l'attente de l'implantation de la fibre optique. Il souhaite connaître la date de début des travaux pour l'antenne du Stum : en effet, des incidents s'étant déroulés sur le site de La Roche Maurice, la question se pose de savoir si une opposition entraînant des retards dans les travaux est à craindre.

Patrick LECLERC expose que l'endroit est plus éloigné des habitations craintes. Le contexte est différent sur La Roche Maurice, qui ne relève pas du cadre du New Deal Mobile. Ici un opérateur implante un équipement pour le compte de tous les autres opérateurs qui pourront couvrir la zone concernée en téléphonie mobile. Les travaux devraient démarrer cette année puisque les opérateurs ont une obligation de couvrir les zones blanches avec des pénalités fortes applicables par jour de non couverture dans les délais fixés. Ce programme est abordé en Préfecture deux à trois fois l'an, et cette plaque a été sélectionnée pour ces sept communes du territoire communautaire lors d'une rencontre qui a eu lieu en Sous-Préfecture.

Sur la problématique connue à La Roche Maurice, Laurence FORTIN répond qu'effectivement, le sujet est délicat. Des projets d'antennes existent et la Commune s'est opposée à celui du Lez au motif de l'intégration paysagère, et en employant les moyens légaux à sa disposition : un jugement en référé a été prononcé autorisant le démarrage des travaux, un jugement sur le fonds reste à venir. Elle déplore que des opposants préfèrent utiliser la force plutôt que de faire confiance à la justice, la France étant un Etat de droit. Il est vrai qu'il y a eu des dégradations sur le site des poteaux stockés par l'entreprise. De par sa fonction de Maire, elle ne peut que condamner ces actions qui ne sont pas acceptables : les procédures liées à l'instruction des dossiers doivent être respectées.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve l'implantation d'une antenne relais sur la parcelle ZL 0201 située sur la ZAE du Stum à Dirinon réalisée dans le cadre du programme NEW DEAL MOBILE,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention d'occupation avec une redevance annuelle de 1 500 €.

AMENAGEMENT

Liaisons douces

DCC2020_010 Véloroute Landerneau-Daoulas : Approbation des itinéraires - Validation du dispositif d'accompagnement financier

Résumé :

Dans le cadre de la mise en place du schéma communautaire d'infrastructures cyclables approuvé par le conseil de Communauté du 11 décembre 2015, les conclusions de l'étude de faisabilité sur les liaisons reliant Landerneau à Daoulas ont été rendues. Conformément aux préconisations du Conseil départemental du Finistère, le conseil de Communauté doit valider le classement d'intérêt départemental d'un des deux itinéraires proposés (Est ou Ouest). Le conseil de Communauté doit en outre fixer le taux du fonds de concours accompagnant les communes dans leurs investissements.

Débats :

Jacques GUILLOU s'abstient en raison du reste à charge qu'il juge très et trop élevé par rapport à celui d'autres communes, et aussi de la contrainte d'entretien de ce patrimoine.

Chantal SOUDON confirme qu'effectivement le coût est proportionnel à la longueur des tronçons importante sur DIRINON, ce qui fait que le financement de la Commune est d'autant plus élevé.

Patrick LECLERC expose que Dirinon étant une des plus vastes communes du territoire communautaire, le linéaire est aussi plus important. Pour autant, pour le moment le chiffrage n'est qu'estimatif, et il convient d'attendre le coût réel qui pourrait baisser en fonction de fonds régionaux dont pourrait bénéficier la Communauté. Il considère que c'est une chance pour le territoire de pouvoir finaliser le vélo route, puisqu'il existe déjà un tronçon reliant Trémaouézan à Plouédern jusque Landerneau, qui se prolonge vers Plounéour-Brignogan-plages. Celui-ci va être relié à la Littorale, qui monte en puissance et il ressent cet aménagement comme une chance d'attirer un maximum de personnes. D'ailleurs pouvoir avoir une offre de liaisons cyclables devient aujourd'hui un argument indispensable du développement touristique comme peut l'être la randonnée. Concernant Dirinon c'est le fait qu'elle soit traversée par les deux itinéraires du vélo route, en raison de la géographie de la commune qui augmente le linéaire à aménager. La piste régionale va être creusée afin de diminuer le reste à charge.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2 (GUILLOU Jacques, PONT Annie)

Article 1 : Valide :

– le classement d'intérêt départemental de l'itinéraire Ouest de la liaison Véloroute LANDERNEAU / DAOULAS,

– le dispositif d'accompagnement financier des communes sur les itinéraires Est et Ouest,

Article 2 : Fixe le versement d'un fonds de concours pour l'aménagement cyclables sur ces itinéraires à hauteur de 50 % du reste à charge des communes,

Article 3 : Autorise le président à signer les conventions de fonds de concours à venir.

Economie

DCC2020_011 ZAE de Lézéon, Saint Eloi-Sant Alar à Plouédern - Alimentation en eau des poteaux de défense contre l'incendie : signature d'une convention avec le Syndicat des Eaux du Bas-Léon

Résumé :

Dans le cadre de l'aménagement de la zone d'activité économique de Saint Eloi-Saint Alar, la Communauté a sollicité le Syndicat des Eaux du Bas-Léon pour la réalisation de piquages sur la canalisation d'interconnexion appartenant au Syndicat, afin d'assurer la défense extérieure contre l'incendie via l'implantation de poteaux incendie. Une convention tripartite doit acter les responsabilités et obligations du syndicat du Bas Léon, de la Communauté et de la Commune de Plouédern.

Débats :

Yvon BESCOND précise que le raccordement au réseau est plus pratique que la solution de la bache de stockage, que les pompiers ne veulent pas utiliser sur les sites qui en sont équipés car généralement l'eau qui y est contenue est sale et encombre leurs pompes.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la convention d'alimentation en eau des poteaux incendie des ZAE de Lézéon et Saint Eloi/Sant Alar à partir de la canalisation d'interconnexion du Syndicat des Eaux du Bas Léon,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention tripartite avec le Syndicat des Eaux du Bas Léon et la Commune de Plouédern.

DCC2020_012 ZI La Grande Palud - La Forest Landerneau : vente d'une partie de la parcelle B1189 à un artisan

Résumé :

La parcelle B1189 située sur la ZI de la Grande Palud à La Forest Landerneau est une propriété communautaire et a vocation à accueillir de l'activité économique (1AU). Un artisan s'est manifesté pour acquérir une partie du terrain, qui nécessite encore un plan d'aménagement.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le président à signer l'acte de vente avec François DI MASSO ou toute autre personne morale se substituant à lui (de type SCI), dès lors où François DI MASSO en est l'actionnaire majoritaire, d'une partie de la parcelle B1189 pour 850 m² (avant division), au prix de 5€ HT/m².

DCC2020_013 ZI La Grande Palud - La Forest Landerneau : vente du bâtiment industriel à la société Ter Mer APPRO Consult

Résumé :

Le conseil de Communauté du 27 septembre 2019 a autorisé le président à signer la vente du bâtiment à Messieurs MADEC et CANTON pour un prix net vendeur de 350 000 € HT. A la suite du contrôle assainissement effectué en octobre puis de l'étude de sols réalisée en décembre-janvier, la mise en conformité du bâtiment est évaluée à 25 000 € HT. Les acquéreurs potentiels ayant accepté de prendre à leur charge ces travaux, il est proposé de réduire la proposition à 325 000 € HT net vendeur.

Débats :

Georges PHILIPPE émet l'avis de conserver la même trame que celle des délibérations précédentes en ce qui concerne la clause en fin du paragraphe proposant le vote au conseil de Communauté.

Yvon BESCOND observe que le prix de cette vente a été diminué de 25 000 €, montant des frais estimés d'une remise aux normes du système d'assainissement. Or c'est exactement ce qui se produit dans le cas de la vente d'une maison entre particuliers. Souvent, malgré la baisse du prix de vente, l'acquéreur ne réalise pas les travaux de mise en conformité de l'assainissement et il n'existe actuellement aucune obligation pour le nouveau propriétaire d'effectuer ces travaux. Cet exemple montre la nécessité de faire évoluer la législation. Dès lors en effet qu'il y a eu une réfaction du prix de vente en raison de la mise aux normes d'une installation d'assainissement, il devrait exister une obligation légale afin de contraindre le propriétaire à réaliser les travaux.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Abroge la délibération n°2019-147 du conseil de Communauté du 27 septembre 2019,

Article 2 : Autorise le président à signer l'acte de vente avec Messieurs Alain MADEC et Alexandre CANTON, ou toute autre personne morale se substituant à eux (de type SCI) dès lors où ils en sont les actionnaires majoritaires, du bâtiment industriel cadastré B661 d'une superficie de 5 721 m² situé sur la ZI de la Grande Palud à La Forest-Landerneau, pour un prix net vendeur de 325 000 € HT.

DCC2020_014 ZAE de Mescoat à Landerneau : vente du bâtiment occupé par l'association Don Bosco.

Résumé :

La Communauté est propriétaire du bâtiment occupé par l'association Don Bosco qui en a fait son siège administratif. Le contrat d'occupation de 20 ans a pris fin le 30 septembre 2019. Don Bosco a émis le souhait de devenir propriétaire du bien ce qui rejoint les orientations prises par le Bureau communautaire du 18 décembre 2018 sur la gestion patrimoniale de la Communauté. Le prix proposé par la Communauté est de 550 000 €.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Pas de participation : 1 (MORVAN Henri)

Article unique : Autorise le président à signer avec la SCI OCEANE (détenue à 99 % par l'association Don Bosco) l'acte de vente du bâtiment communautaire sis 7 rue Ingénieur Jacques Frimot à Landerneau (parcelle BN 218), pour un prix de 550 000 €.

DCC2020_015 Place de la Mairie à Plouédern : vente d'un bien à Finistère Habitat

Résumé :

La Communauté a acquis, en 2012, une propriété bâtie place de la Mairie à Plouédern (parcelle AB n°87). L'objectif de cette acquisition était de réaliser une opération « mixte » (local commercial au rez-de-chaussée et des logements sociaux à l'étage). Après plusieurs années d'études et devant le coût important des travaux, la Communauté a fait le choix, en partenariat avec la commune de Plouédern, de se tourner vers Finistère Habitat pour porter l'opération. En conséquence, la Communauté entend céder le bien à Finistère Habitat pour un prix de 70 000 €

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Décide la cession de la parcelle cadastrée AB 87 place de la Mairie à Plouédern, à l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DEPARTEMENTAL dénommé FINISTERE HABITAT pour un prix de 70 000 €,

Article 2 : Autorise le président à signer ou recevoir tout acte administratif ou notarié relatif à cette vente.

Habitat

DCC2020_016 SA HLM D'Armorique : Construction de 5 logements locatifs sociaux rue Larhantec à Landerneau

Résumé :

Demande de garantie d'emprunt

Frédéric KERLAN s'interroge sur la formulation « la garantie pour le remboursement d'un prêt », ce à quoi Patrick LECLERC explique que la Communauté se porte caution d'un emprunt réalisé par la SA HLM Armorique Habitat. Le projet de délibération est modifié en ce sens pour intégrer cette remarque.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le cautionnement d'un prêt d'un montant total de 613 143 €, souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières, les charges et les conditions du prêt n°104141. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : Accepte d'apporter sa garantie aux conditions suivantes :

- la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : S'engage, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

DCC2020_017 Cession d'une parcelle à la commune de Loperhet

Résumé :

Suite à la réalisation d'une opération de logements locatifs sociaux route de Penfoul à Loperhet, la Communauté doit procéder à des régularisations foncières.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise :

- la cession à titre gratuit de la parcelle cadastrée Section AH n° 246 d'une superficie totale de 25 m² à la Commune de Loperhet,
- la résiliation partielle du bail emphytéotique du 29 mars 2011,
 - le 1^{er} vice-président à signer l'acte de cession et de résiliation partielle du bail emphytéotique,
- le président à recevoir l'acte de cession qui sera reçu en la forme administrative et à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de cette cession.

DCC2020_018 Médiathèque de L'Hôpital-Camfrout : vente d'une parcelle enclavée

Résumé :

Suite à la réalisation de cette opération, la Communauté doit procéder à des régularisations foncières.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise :

- la vente de la parcelle appartenant à la Communauté en indivision avec la Commune de L'Hôpital-Camfrout cadastrée Section AB n° 342 d'une superficie totale de 96 m² au profit des propriétaires riverains, Monsieur Vincent GUILLAUME et Madame Stéphanie DELAYAT au prix principal amiable de 528 €,
- le président à signer l'acte notarié ou recevoir l'acte de cession qui serait reçu en la forme administrative et à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de cette cession,
- le 1^{er} vice-président à signer l'acte de cession au cas où celui-ci serait reçu en la forme administrative.

Moulin Mer

DCC2020_019 Centre nautique : Réhabilitation des vestiaires bâtiment Béniguet - Sollicitation de la DETR programmation 2020

Résumé :

La Communauté a en projet la réhabilitation des vestiaires du bâtiment Béniguet mis en service en 1999 qui présentent aujourd'hui un fonctionnement dégradé entachant la qualité de l'offre globale sur le site. Les locaux sont vétustes, énergivores, peu pratiques et inconfortables pour les usagers.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve l'enveloppe globale de 329 400 € pour le projet de rénovation des vestiaires en demandant de mettre en œuvre toutes solutions techniques susceptibles de diminuer le coût de l'opération tout en préservant l'objectif de qualité,

Article 2 : Autorise le président à solliciter :

- la DETR programme 2020 selon le plan de financement provisoire ci-dessous,
- les différentes sources de financement susceptibles d'être mobilisées en fonction de l'évolution du projet pour compléter le plan de financement telles que la DSIL 2020, les subventions départementale, régionale (projet nautique intégré), de l'ADEME (fonds chaleur...)

Coût du projet HT	329 400 €
Subventions sollicitées	
DETR- programmation 2020	164 700 €
Potentiellement autres subventions sus -mentionnées	Montants pas définis à ce jour
Communauté de Communes : maître d'ouvrage	164 700 €
Total Opération HT	329 400 €

Article 3 : Autorise le président à apporter toute modification au plan de financement en fonction de l'évolution du projet.

DCC2020_020 Elargissement de la voirie : cession de parcelles à la commune de Loperhet

Résumé :

Dans le cadre de l'amélioration de l'accès au site, la Communauté doit procéder à des régularisations foncières.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Autorise la cession à titre gratuit des parcelles cadastrées Section A n° 1350, 1343, 1349, 1347, 1345 d'une superficie totale de 399 m² au profit de la Commune de Loperhet,

Article 2 : Autorise le 1^{er} vice-président à signer l'acte de cession,

Article 3 : Autorise le président à recevoir l'acte de cession qui sera reçu en la forme administrative et à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de cette cession.

DCC2020_021 PEP Brétil' Armor : Soutien financier exceptionnel

Résumé :

Afin de pouvoir pérenniser son activité sur le site et poursuivre l'exploitation, les PEP Brétil' Armor sollicitent l'aide financière de la Communauté. En réponse à cette demande, la Communauté propose de leur attribuer une subvention exceptionnelle de 50 000 €.

Débats :

Karine KORNILY évoque le vote concernant l'achat du mobilier lors du dernier conseil de Communauté afin de soutenir les PEP Brétil' Armor. Elle s'étonne qu'aujourd'hui soit présentée aux voix une nouvelle subvention de 50 000 € afin d'accompagner un déficit de 340 000 €. Elle se pose la question de la viabilité du projet porté par le délégataire.

Julien POUPON explique que la situation du mobilier est différente, puisque celui-ci demeure la propriété de la Communauté. La viabilité du site a été évoquée lors de rencontres récurrentes avec les responsables des PEP, car eux aussi s'interrogeaient sur la pérennité de leur activité. Aujourd'hui cette proposition de soutien exceptionnel est faite parce que l'association croit en ce site, il existe une augmentation de l'activité et le maintien du directeur après plusieurs changements a fait qu'il ait pu démarcher et aller chercher de nouveaux acteurs. Leur vision est donc plus optimiste à l'orée de l'année 2020 : si tel n'était pas le cas, d'autres solutions auraient été recherchées.

Frédéric KERLAN demande si l'association a établi un prévisionnel à trois ans qui permettrait de confirmer le retour en positif.

Patrick LECLERC expose qu'un équilibre ou quasi-équilibre est prévu en 2020 grâce aux marchés qui se développent et à la stabilité que le centre commence à acquérir. En effet, les prévisions sont positives pour l'exercice 2021/2022 avec une vitesse de croisière retrouvée. Il faut savoir que le déficit évoqué est un cumul sur trois années, qui est pris en charge par les PEP qui avaient anticipé dans leur prévisionnel le fait qu'un équipement fermé pendant une longue période ne se remplirait pas immédiatement. Le délai a été plus long que prévu en raison de la gestion de l'espace et de l'occupation du bâtiment qui n'a pas été aussi rapide qu'estimée. Ce n'est pas le seul établissement qu'ils exploitent, les gestionnaires possèdent des modélisations et ce coup de pouce - exceptionnel – doit leur permettre de rebondir. En effet les 340 000€ de déficit sont assumés et supportés, même avec une aide de 50 000 €. La Communauté n'est d'ailleurs intervenue qu'en matière d'investissement.

Julien POUPON confirme que sur les trois années passées, la Communauté n'a jamais engagé de dépenses de fonctionnement sur ce site.

Karine KORNILY demande si la direction envisage de renouveler un label, tel celui du CPIE, qui pouvait attirer du monde sur son nom, et si cette absence ne génère pas un préjudice au niveau de la reconnaissance par les partenaires institutionnels, telle l'Education nationale.

Julien POUPON indique que les recherches portent sur un label autour du handicap et le développement vers les écoles est sans doute quelque chose que creuse l'association gestionnaire. Les responsables sont conscients de l'importance de la communication et du démarchage ; d'ailleurs à ce sujet le directeur n'a pas chômé. Cependant, c'est une petite équipe qui fait avec les moyens dont elle dispose et malgré tout, leur bilan d'activité a augmenté de manière significative : la capacité d'hébergement de six classes de découverte l'an passé est prévue pour douze classes l'année prochaine. La tendance est haussière aussi en matière de séminaires d'entreprises.

Jean-Bernard FLOCH indique que l'association travaille avec Ti ar Vro autour d'un label « Langue Bretonne », ce que confirme Julien POUPON précisant la participation à un ALSH en Breton.

Georges PHILIPPE s'interroge sur la structure financière de l'association cumulé qu'il estime à 440 000 € en 2020 ne concerne que l'activité de Gorre-Menez, auquel cas il trouve que c'est une somme importante.

Patrick LECLERC n'estime pas le déficit à 440 000 € en 2020 puisqu'il sera atténué de l'accompagnement de la Communauté ainsi que des efforts accomplis par les PEP, ce qui devrait rétablir la situation proche de l'équilibre financier. La santé financière du groupe ne l'inquiète pas outre mesure étant donné la multiplicité des sites gérés qui permet d'absorber un certain déficit. Le prévisionnel prévoyait de ne pas marger immédiatement, mais de trouver un équilibre au bout de quelques années, avec un chiffre d'affaires augmentant petit à petit. Ce fait était connu et accepté dès le démarrage de l'activité : il se trouve que la période s'avère plus longue que prévue, mais l'activité qui se développe permet un prévisionnel revu à la hausse.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 46

Abstention : 1 (PHILIPPE Georges)

Article 1 : Décide d'attribuer une aide financière exceptionnelle de 50 000 € aux PEP Brétil'Armor,

Article 2 : Autorise le président à passer et signer un avenant n°2 au contrat de DSP intégrant cette aide financière et tout document nécessaire à la notification de celui-ci.

Tourisme

DCC2020_022 Subventions aux animations locales du 1er janvier au 31 août 2020

Résumé :

Suite à la réunion du Comité de Territoire du 13 janvier 2020, rassemblant les représentants des communes, 32 projets ont été retenus suite à un premier appel à projets pour les animations se déroulant du 1er janvier au 31 août 2020. Le montant du soutien financier alloué s'élève à 40 500 €.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les participations proposées ci-dessous pour les animations et événements touristiques sur la période du 1^{er} janvier au 31 août 2020

Nom manifestation	Date	Organisateur	Lieu	Subvention 2020
Exposition dans la chapelle Saint Herbot	du 15 juillet au 15 août	Mairie de Saint Thonan	Chapelle Saint Herbot Saint Thonan	600,00 €
Venez vous faire tirer le portrait	de mai à septembre	Association les p'tites main Lafayette	Landerneau	1 200,00 €
Apéro jazz	Eté	L'atelier Culturel	Landerneau place des négociants	500,00 €
Rives de nuit	16,17,18 janvier	L'atelier Culturel	Landerneau, Pencran, Daoulas, La Martyre, La Forest Landerneau	1 200,00 €
Théâtre dans les bars	21,22,23 avril	L'atelier Culturel	Landerneau, La Martyre, La Forest Landerneau	1 000,00 €
Ria mots et regards à Daoulas	du 4 avril au 30 septembre	Association Prim'vers et prose	Daoulas	500,00 €
Exposition "4 saisons à la campagne"	juillet à septembre	Musée ti Gwechall	Dirinon	1 200,00 €
Marché des roses	24 mai-	Association "Rose ville de Brest"	Irvillac	250,00 €
Festival "pluie d'images"	du 18 janvier au 29 février	Mairie de Loperhet	Esplanade de la mairie, Loperhet	500,00 €
Exposition "la bande dessinée d'expression française"	début juin à début novembre	Ville de Landerneau	Galerie de Rohan, Landerneau	2 300,00 €

Exposition de plein air sur la tradition musicale des origines à nos jours	début juin à début novembre	Ville de Landerneau	Centre-ville de Landerneau (place de la mairie)	5 000,00 €
La place s'anime	du 15 au 31 juillet	Ville de Landerneau	place Général de Gaulle, Landerneau	5 000,00 €
5 ^{ème} salon BD et Illustration de Landerneau	7 juin	Association s'illustrer à Landerneau	Le Family, Landerneau	1 000,00 €
Festiv'art 2020	du 1 janvier au 31 août	Association A tout'art	La Martyre et Ploudiry	250,00 €
Costume traditionnel du Pays de Daoulas	à partir de juin	Association War Hentchou Irvillag	Mairie d'Irvillac	500,00 €
Retro récolte	15 aout	Association Oustilh'ou Coz An Elorn	Dirinon	500,00 €
Estivall 2020	15 juin au 15 septembre	Amicale laïque de Loperhet	Esplanade de la mairie, Loperhet	250,00 €
Contées moi la lande	en juin et juillet	Ti Ar Vro Landerne Daoulaz	Langazel, Trémaouezan	750,00 €
Bro Landerne a gan, fête de la Bretagne	du 15 au 24 mai	Ti Ar Vro Landerne Daoulaz	plusieurs lieux de la CCPLD	1 500,00 €
les balades photographiques de Daoulas	du 1er avril au 12 novembre	Commune de Daoulas	Dans les rues de Daoulas	5 000,00 €
L'expo du cèdre 2020: Daesung Lee	du 18 janvier au 29 février	Commune de Daoulas	Place Anne Corre, Daoulas	1 000,00 €
Marché des arts et des délices	les 22,29 juillet, 5,12,19,26 août	Commune de Daoulas	Place du Valy, Daoulas	500,00 €
Fête l'été de la pierre	14,15 et 16 août	Association Kersanton Penn Ar Bed	Carrière de Run Vraz, L'Hopital Camfrout.	1 000,00 €
Concert de l'été	31 juillet et 14 août	Commune de Logonna-Daoulas	Eglise Ste Monna et Salle Kejadenn, Logonna-Daoulas	500,00 €
Couleurs de Bretagne	2-août	Commune de Logonna-Daoulas	Logonna-Daoulas	500,00 €
Animations autour de l'art et de l'artisanat	Toute l'année	Les ateliers Lafayette	Landerneau	1 000,00 €
Au fil de l'eau	5 juillet	Commune de Logonna-Daoulas	Sud de la Rade de Brest	3 000,00 €
Couleurs de Bretagne	12 juillet	Commune d'Irvillac	Salle Kerlevenez, Irvillac	500,00 €
Animation touristique de la maison du Patrimoine	du 11 avril au 28 juin	Commune de La Roche Maurice	La Roche Maurice	3 000,00 €
Couleurs de Bretagne	3 mai	Commune de Saint Urbain	Saint Urbain	500,00 €

Article 2 : Autorise le président à signer les conventions avec les communes et associations concernées pour permettre le versement des participations.

DCC2020_023 Office du tourisme : boutique et billetterie : tarification 2020

Résumé :

La Communauté définit annuellement les produits mis en vente à l'office du tourisme ainsi que leurs tarifs.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Approuve les tarifs et les modalités de commissionnement 2020 de la régie de l'office du tourisme ci-dessous :

PRODUITS	TARIFS
Guide randonnée de Saint Urbain	10 €
Sac bandoulière en coton	7 €
Carte postale (3 modèles)	1 €
Enveloppe pour carte postale	0,20 €
Disque de stationnement	1 €
Topoguide FFRando Le Finistère à pied	15,40 €
Topoguide FFRando le PNRA	14,90 €
Photocopies noir et blanc	0,20 €
Photocopies couleur	0,30 €
Landerneau, balade dans la ville & dans le temps	10 €
Le domaine des Capucins. Landerneau	10 €
Design, escales bretonnes	25 €

ORGANISATEURS	PRODUITS	COMMISSION
Penn ar Bed	Transport vers les îles du Ponant	Oui (8%)
Finist'Mer	Transport vers les îles du Ponant	Oui (10%)
Océanopolis	Entrée de l'équipement	Oui (10%)
L'art Scène	Festival Fête du Bruit	Oui (1€/billet)
Kann al Loar	Festival	Oui (1€/billet)
Landerneau boutique	Chèque cadeaux, animations	Non
Abbaye de Daoulas	Entrée de l'équipement	Oui (10%)
La Récré des trois curés	Entrée de l'équipement	Oui (1,5€/billet)
Loc'h Monna	Excursions en mer	Oui (10%)
Dalh Mad	Excursions en mer	Oui (10%)
A fer et à flots	Excursions (bateau, train, visite guidée)	Oui (10%)
Balades contées / Isabelle de Col-Richard	Balades contées à Landerneau et La Roche-Maurice	Oui (10%)

Article 2 : Autorise le président à signer les conventions avec les prestataires souhaitant proposer un service de billetterie à l'accueil de l'office du tourisme, et le cas échéant, à percevoir une commission sur les ventes effectuées.

DIRECTION GENERALE

Affaires générales

DCC2020_024 "Les tourbières de Langazel" - Sollicitation subventions Etat et FEADER - Participation communautaire à l'Association Langazel 2020.

Résumé :

Structure porteuse de l'animation du document d'objectifs du site Natura 2000, la Communauté mobilise les financements dédiés en répondant à l'appel à projets de la Région Bretagne pour l'exercice 2020.

Débats :

Julien POUPON salue la mémoire de Jean-Claude PERRAMANT, président de l'association récemment décédé.

Le conseil de Communauté à l'unanimité autorise le président à :

- répondre à l'appel à projet Région Bretagne pour solliciter les subventions pour les prestations de service pour la gestion et l'animation du site Natura 2000 qui sont

attribuées dans le respect des règles en vigueur concern
suivant le tableau ci-dessous, auprès du ministère de la transition écologique et
solidaire (MTES) et de l'Union Européenne (FEADER),

	Dépenses à engager	Financement	%
Prestation de service	16 160,00 €		
Etat (MTES)		7 595,20 €	47
Union Européenne FEADER		8 564,80 €	53
Total	16 160,00 €	16 160,00 €	100

- signer la convention financière 2020 avec la DDTM du Finistère,
- verser une participation de 3 000 € à titre de soutien à l'association de Langazel pour organiser l'accueil du public scolaire pour les opérations de découverte des milieux naturels.

AMENAGEMENT

Urbanisme

DCC2020_025 Prescription d'une procédure d'abrogation des 5 cartes communales en vigueur sur le territoire de la Communauté : cartes communales de Ploudiry, La Martyre, Le Tréhou, Saint-Eloy, Irvillac

Résumé :

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) devrait s'appliquer au 1er semestre 2020 sur l'ensemble du territoire de la Communauté, se substituant automatiquement aux PLU et POS communaux actuellement en vigueur. S'agissant cependant des 5 cartes communales en vigueur (Ploudiry, La Martyre, Le Tréhou, Saint-Eloy, Irvillac), une procédure administrative complémentaire est nécessaire afin de les abroger.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la mise en œuvre d'une procédure d'abrogation des 5 cartes communales des communes de Ploudiry, La Martyre, Le Tréhou, Saint-Eloy et Irvillac en vigueur sur le territoire de la Communauté,

Article 2 : Autorise le président à signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de service concernant cette procédure.

DCC2020_026 Adhésion de la Commune de Lanneuffret au service commun Urbanisme

Résumé :

La Commune de Lanneuffret est actuellement soumise au Règlement National d'Urbanisme (RNU). Cette particularité permet à la commune de bénéficier d'une mise à disposition des services de l'Etat pour l'instruction des autorisations d'urbanisme. Avec l'entrée en vigueur du PLUi prévue en 2020, cette mise à disposition disparaîtra. Il est donc proposé une adhésion de la Commune au service commun urbanisme créé par délibération n°2015-30 du conseil de Communauté du 27 mars 2015.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve :

- o l'adhésion de la Commune de Lanneuffret au service commun Urbanisme,
- o les modalités de participation financière de la Commune au service commun,

Article 2 : Autorise le président à signer tout document (convention, avenant...) se rapportant à l'adhésion de la Commune de Lanneuffret au service commun déjà constitué.

MOYENS GENERAUX

Ressources humaines

DCC2020_027 Création d'emplois non permanents compte tenu d'un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité

Résumé :

Afin de permettre le recrutement d'agents contractuels pour faire face à un accroissement temporaire

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise la création de ces emplois et l'inscription au budget des crédits correspondants.

DCC2020_028 Egalité femmes-hommes : rapport 2019 de la Communauté

Résumé :

Présentation à l'assemblée délibérante, préalablement aux débats sur le projet de budget, du rapport de l'année 2019 en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Débats :

Alexandra GUILLORE pointe l'inégalité de traitement entre les filières techniques et administratives notamment.

Délibération :

Le conseil de Communauté prend acte de la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes préalablement aux débats sur le projet de Budget pour l'exercice 2020.

Mutualisations

DCC2020_029 Rapport de mutualisation

Résumé :

Chaque année, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président aux conseillers communautaires.

Débats :

Georges PHILIPPE regrette l'absence dans le tableau des communes de TREFLEVENEZ et TREMAOUEZAN, tableau qui sera modifié assure Bernard GOALEC

Délibération :

Le conseil de Communauté prend acte de la présentation du rapport de mutualisation 2019.

Systèmes d'information

DCC2020_030 Tablettes des conseillers communautaires : fixation du prix de vente

Résumé :

Les conseillers communautaires disposant de tablettes dans le cadre de la gestion dématérialisée des instances communautaires, les restitueront à la Communauté au terme de ce mandat en conformité avec la charte d'utilisation des tablettes.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité fixe le prix de vente des tablettes dédiées à la gestion dématérialisée des instances à 50 € l'unité.

Finances

DCC2020_031 Subventions 2020 versées aux associations, organismes partenaires et communes

Résumé :

La Communauté est amenée à financer, chaque année, divers organismes et manifestations. Afin de garder une vision synthétique des subventions, il est proposé, comme les années précédentes, de voter le tableau ci-après, dans lequel est prévue l'attribution lors de la présente séance ou une séance ultérieure.

Débats :

Alexandra GUILLORE fait observer que c'est le dispositif expérimental : unité mobile de prévention qui sera porté dans le cadre du contrat local de santé qui fait l'objet d'une participation communautaire et non le dispositif Bien vieillir dans le cadre du CLIC comme indiqué dans le tableau.

Georges PHILIPPE demande quelle est la réserve au sujet d'Initiative Pays de Brest et le Président indique que des discussions sont encore en cours avec l'opérateur.

Marie Line MAHE demande d'être mieux informée au sujet de la demande des producteurs de fraises de Plougastel.

Patrick LECLERC indique que la subvention n'est pas encore attribuée.

Jean-Bernard FLOCH explicite la teneur de cette demande. Les producteurs de fraises de Plougastel souhaitent créer une IGP suite au constat que des fraises d'Espagne sont vendues comme fraises de Plougastel. C'est un dossier très lourd financièrement (plus ou moins 200 000 €) et long à finaliser, puisqu'il nécessite au moins deux ans d'études. Une contribution est donc demandée aux intercommunalités concernées, Brest Métropole et la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas : en effet trois communes du territoire, Loperhet, Dirinon et Hanvec sont concernées par ce projet. Une réunion est prévue avec les Maires de ces trois communes afin de voir comment répartir la subvention demandée.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Vote le montant de l'enveloppe des subventions à hauteur de 487 750 € au chapitre 65 et 6 301 € au chapitre 204 (versement au SDEF),

Article 2 : Attribue les subventions 2020 aux organismes présentés ci-dessous pour un montant total de 201 791,48 € et acte le montant des contributions aux organismes de regroupement à hauteur de 237 963 €,

Article 3 : Autorise le président à signer, le cas échéant, les conventions et avenants avec les bénéficiaires des subventions 2020.

Les subventions				
Thématique	Organisme	Montant	Attribution 12 février 2020	Délibération ultérieure
Economie, action sociale liée à l'emploi, aide à la création d'entreprises	Maison de l'Emploi de Lesneven (financement poste chargé d'emploi)	19 110,00 €	x	
	Action portée antérieurement par En route pour l'emploi (sous réserve)	5 000,00 €		x
	Mission locale	81 519,48 €	x	
	ADIE*	3 500,00 €		
	Initiative Pays de Brest (PFIL), sous réserve	6 958,98 €		x
	Association des producteurs de fraises de Plougastel***	7 000,00 €	x	
sous-total		123 088,46 €		
G4DEC	CCPA	23 154,00 €	x	
sous-total		23 154,00 €		
Contrat local santé	A vos soins*	20 000,00 €		
sous-total		20 000,00 €		
Administration générale	Association de Langazel***	3 000,00 €	x	
	Office public de la langue bretonne	2 000,00 €	x	
	SDEF/PCRS (fonctionnement) (sous réserve)	8 499,00 €		x
	SDEF/PCRS (investissement) (sous réserve)	6 301,00 €		x
	Mégalis	3 048,00 €	x	
sous-total		22 848,00 €		
Centres nautiques	Centres nautiques	9 000,00 €	x	
sous-total		9 000,00 €		
Manifestions majeures	Kann Al Loar	7 800,00 €	x	
	AS Dirinon (Tournoi international de foot)	7 800,00 €	x	
	L'Art Scène (fête du bruit)	7 800,00 €	x	
	PLD Animation (carnaval de la lune étoilée)	7 800,00 €	x	
	Chemins du patrimoine 29 (abbaye de Daoulas)	7 800,00 €	x	
sous-total		39 000,00 €		
Politique sportive	Associations sportives	175 000,00 €		x
	Dauphins de l'Elorn	9 500,00 €	x	
sous-total		184 500,00 €		
Ressources humaines	Amicale des agents territoriaux*	12 460,00 €		
sous-total		12 460,00 €		
Tourisme	Communes **	60 000,00 €		
	Associations **			
sous-total		60 000,00 €		
Total des subventions		494 050,46 €		
Arrondi à		494 051,00 €		
Les contributions				

Tourisme	Brest Terres Océanes	36 295,00 €		
Administration générale	Pôle métropolitain du Pays de Brest	123 274,00 €	x	
Economie	Eco-pôle industriel et logistique de Lanvian	30 000,00 €	x	
	ADEUPa	48 394,00 €	x	
Total des contributions		237 963,00 €		

* attribution réalisée le 13 décembre 2019 pour 2020

** attribution partielle 12 février 2020

*** délibération spécifique lors de la séance du 12 février 2020

DCC2020_032 Travaux usine TRIGLAZ - Extension des consignes de tri - garantie d'emprunt

Résumé :

La généralisation de l'extension des consignes de tri des emballages ménagers à l'ensemble des emballages plastiques à l'horizon 2022 nécessite une adaptation lourde du centre de tri TRIGLAZ mis en service en septembre 2013. Aussi des travaux sont engagés par la SPL SOTRAVAL à hauteur de 6,8 M€, financés pour partie par un emprunt de 2 500 000 € auprès de la Caisse Régionale du Crédit Agricole (CRCA) nécessitant aux actionnaires de se porter caution à hauteur de 50% du montant de ce prêt. La présente délibération propose que la Communauté garantisse cet emprunt à hauteur de son actionnariat, soit un montant de 66 231,91 €.

Débats :

Patrick LECLERC rappelle que le but est à terme de permettre aux usagers de mettre tous les emballages plastiques dans la poubelle jaune. Une communication sur le sujet sera effectuée le temps venu.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la garantie d'emprunt à accorder à la société publique locale SPL SOTRAVAL à hauteur de 66 231,91 €

Article 2 : Autorise le président à signer avec le CRCA le contrat d'emprunt correspondant.

DCC2020_033 Taxe foncière sur les propriétés non bâties : vote du taux pour 2020

Résumé :

La taxe foncière sur les propriétés non bâtie est due par les propriétaires ou usufruitiers des propriétés non bâties. Son taux est voté chaque année

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : vote le maintien du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties à 1,84 % pour 2020.

DCC2020_034 Taxe foncière sur les propriétés bâties : vote du taux pour 2020

Résumé :

La taxe foncière sur les propriétés bâties est due par les propriétaires ou usufruitiers de propriétés bâties. Son taux d'imposition est voté par les collectivités bénéficiaires chaque année. Il est de 0,30% depuis 2016.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : vote le maintien du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties à 0,30 % pour 2020.

DCC2020_035 Taxe d'habitation : vote du taux pour 2020

Résumé :

La taxe d'habitation a été transférée des départements aux communautés à la suite de la réforme de la taxe professionnelle en 2011. Pour ce qui concerne la Communauté, son taux initial était fixé à 9,99 % et a été amené à évoluer une fois en 2016 pour atteindre 10,09 %. Il est voté chaque année.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Acte le maintien du taux de la taxe d'habitation à 10,09 % pour 2020

DCC2020_036 Cotisation foncière des entreprises - vote du taux pour 2020

Résumé :

La CFE a été instaurée à la suite de la réforme de la taxe professionnelle en 2011. Son taux initial était

fixé à 23,72 % et il a été amené à évoluer une fois en 2016 pour atteindre voté chaque année.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : vote le maintien du taux de la CFE à 24,19 % pour 2020.

DCC2020_037 Taxe d'enlèvement des ordures ménagères - Vote des taux 2020

Résumé :

La TEOM finance pour partie le service de collecte et traitement des déchets ménagers ou assimilés. La Communauté a instauré trois niveaux d'imposition et a ainsi fixé trois taux d'imposition. Ces taux inchangés depuis 2016 sont votés chaque année.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Décide de maintenir les conditions d'application des taux de TEOM et la notion de tournée,

Article 2 : Vote le maintien des taux de TEOM tels que présentés dans le tableau ci-dessous.

Fréquence hebdomadaire et éloignement	Taux 2019	Taux 2020
1 tournée > 200 m	6,28 %	6,28 %
1 tournée	6,99 %	6,99 %
2 tournées	8,10 %	8,10 %

DCC2020_038 Attributions de compensation 2020

Résumé :

Les attributions de compensations ont pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources entre l'EPCI et ses communes membres lors de transferts de compétences. Le mécanisme de ces attributions est prévu à l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

Débats :

Marie Line MAHE espère qu'une révision des AC qui existent depuis la création de la Communauté et qui pèsent lourdement sur les budgets de certaines communes sera effectuée lors de la prochaine mandature. Elle estime que depuis la création des zones économiques communautaires, auxquelles les communes participent aussi, elles n'ont plus de raison d'être, et demande leur suppression au nom de la solidarité.

Patrick LECLERC pense que la solidarité sera un sujet d'actualité pour les futurs élus, mais que celle-ci existe déjà de manière conséquente au travers de la part communale de taxe d'aménagement reversée par les communes concernées à la Communauté. Pour exemple, la Ville de Landerneau a versé près de 420 000 €, pour la taxe d'aménagement de la clinique de l'Elorn, qui entrent dans les caisses de la Communauté. Il estime que s'il faut faire une analyse, alors qu'elle soit la plus complète possible. En effet lorsqu'une activité économique s'implante sur le territoire, elle génère des recettes qui bénéficient à la Communauté : exemple de Plouédern dont les recettes issues de la fiscalité d'entreprises se montent à plus de 1.6 M€ en 2018, et ça c'est une vraie solidarité puisqu'auparavant la taxe professionnelle était perçue par les communes sièges de ZAE. C'est encore sans compter tous les autres sujets où il existe une solidarité qui est exercée : ce n'est pas selon lui un sujet tabou, mais qui doit être sereinement réfléchi : il n'est pas certain que certaines communes qui pensent être perdantes le soient réellement le jour où tout sera remis sur la table.

Laurence FORTIN assure que ce tableau est encore en place pour quelques années, mais qu'il ne faut pas se limiter aux AC en matière de solidarité. Un des challenges de la mandature est d'avoir réussi à transférer la taxe d'aménagement (part communale) et onze communes du territoire sont concernées par les investissements communautaires liés à l'économie. Elle précise son raisonnement et considère que l'économie peut être un vecteur de solidarité puisque certaines charges reviennent aussi à la commune du fait des différents flux financiers. Il est donc normal que les communes bénéficient de parts de taxes foncières. Maintenant il faut trouver la clé de répartition en s'inspirant à l'échelle de la Bretagne de certains territoires qui ont développé la solidarité au sein du bloc communal. Entr'autres éléments à intégrer, le PLH et le PLUi lorsqu'il sera exécutoire devront permettre de trouver cette solidarité entre les territoires. Certaines communes se développent beaucoup en matière d'habitat, ce qui génère des charges pour la Communauté notamment en matière d'assainissement et d'autres vont plus lentement.

Cette solidarité peut se retrouver au travers du foncier : certaines communes ont mis en place un système pour éviter la surconsommation foncière, et dès lors qu'une commune se trouve en situation d'extension, la taxe foncière revient à la Communauté. Par contre, dans le cadre d'un renouvellement urbain, cette même taxe revient à la commune, ce qui change les manières de fonctionner.

Elle explique qu'aujourd'hui le système financier des collectivités incite au développement sans forcément raisonner en terme de territoire et qu'il faut changer progressivement ce logiciel. La Communauté a fait un pas avec la taxe d'aménagement, il en reste encore à faire, mais pas nécessairement en jouant sur les AC.

Alexandra GUILLORE estime que la solidarité ne se résume pas à un chèque et que c'est une notion à manier avec prudence. De fait, la Communauté au travers ses compétences fait aussi preuve de solidarité et évite aux communes certains investissements lourds et autres coûts de fonctionnement. Il en va de même au travers l'ensemble de ses politiques publiques, même si certaines de ses actions peuvent paraître anecdotiques.

Gilles CALVEZ intervient afin de demander l'accompagnement de la Communauté sur un projet de mise en place d'une unité de carénage sur Logonna-Daoulas.

Patrick LECLERC souligne l'accompagnement communautaire récent sur la Commune de Logonna-Daoulas au travers notamment d'équipements sur Moulin Mer dont la cale qui avoisine la somme de 364 000 €. Quand la Communauté investit, il existe un bénéfice pour la commune concernée, à travers une valeur ajoutée, même si elle ne lui bénéficie pas toujours directement financièrement. Il pense qu'il faut sortir de ce clivage de mise en concurrence territoriale, car l'économie est un besoin vital pour tous : elle apporte entre autre des habitants, mais aussi des personnes travaillant sur le territoire et non-résidents. Le projet de territoire devra être dès le démarrage du prochain mandat un travail prioritaire, en accord sur les objectifs, dont le développement maîtrisé évoqué par Laurence FORTIN. Le développement du territoire se doit d'être contrôlé et ceux qui ne feraient pas cet effort devront être accompagnés différemment. Un accord doit aussi être trouvé sur les services à la population afin de faire bénéficier à tous certains outils existants sur quelques communes du territoire, ce afin d'harmoniser le développement. Cette mandature n'a pas traité tous les sujets et il conviendra de mettre en place une feuille de route dans ce domaine, dès le démarrage pour les futurs élus qui seront présents, afin de bien définir un projet commun. Le financement de ce projet commun nécessitera obligatoirement une solidarité vis-à-vis des services et options qui seront proposés.

Yvon BESCOND rappelle la notion initiale d'AC et prend pour exemple le contingent incendie : son évolution depuis 15 ans fait qu'il ne souhaiterait pas revenir en arrière s'il s'agissait pour la commune de La Forest Landerneau de le financer l'année prochaine.

Patrick LECLERC confirme que la somme consacrée au contingent incendie à l'origine était de 800 000 € et qu'aujourd'hui celle-ci avoisine 1,2 M€ sans compter la participation aux investissements qui se chiffre en millions d'euros. Les accompagnements portent sur les centres de secours de Landerneau et ceux avoisinants, d'ailleurs il existe un reliquat relatif au centre de secours du Faou dans le budget 2020.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 44

Contre : 2 (ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène)

Abstention : 1 (MAHÉ Marie-Line)

Article unique : Décide de reconduire au titre de l'année 2020 les montants des attributions de compensation tels que présentés dans le tableau ci-dessous.

Communes	Attribution positive	Attribution négative
Daoulas	11 013,00 €	
Dirinon	321 512,00 €	
La Forest Landerneau	136 398,00 €	
Hanvec		12 985,00 €
L'Hôpital Camfrout		51 423,00 €
Irvillac	5 359,00 €	
Landerneau	1 886 662,10 €	
Lanneuffret		3 380,00 €

Logonna Daoulas		
Loperhet		744,00 €
La Martyre	190 768,00 €	
Pencran	241 828,00 €	
Ploudiry	105 497,00 €	
Plouédern	368 068,00 €	
La Roche Maurice		42 218,00 €
Saint Divy	150 052,00 €	
Saint Eloy		4 496,00 €
Saint Thonan	75 609,00 €	
Saint Urbain		10 176,00 €
Tréflévénez	5 173,00 €	
Le Tréhou	7 776,00 €	
Trémaouézan		12 057,00 €
Total	3 505 715,10 €	202 245,00 €

DCC2020_039 Reversement de Fiscalité aux communes anciennement membres du SIVOM de la région du Faou

Résumé :

Le SIVOM de la région du Faou a été dissous en 2012. Depuis, la Communauté reverse aux communes alors membres 50% de la fiscalité perçue sur la zone de Kéranguéven. Il est proposé de maintenir de reversement pour l'année 2020.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le président à signer la convention de reversement de fiscalité et à procéder au reversement de cette fiscalité, conformément aux montants ci-dessous :

- Le Faou : 31 659,60 € soit 40% du total
- Lopérec : 3 957,45 € soit 5 % du total
- Rosnoën : 3 957,45 € soit 5 % du total.

DCC2020_040 Programmation pluriannuelle des investissements

Résumé :

La Communauté porte pour les années à venir, un projet d'investissement pour lequel plus de 28 M€ ont été inscrits

Débats :

Patrick LECLERC développe et précise le contenu de certains projets.

Henri MORVAN demande si dans le cadre de la compétence GEMAPI, des investissements sont prévus afin de réaliser des travaux en amont de Landerneau.

Patrick LECLERC indique qu'il est prévu une enveloppe de 150 000 €. Il précise qu'en termes d'inondations causées par le vent les marées et la pluviométrie, un gros travail a été effectué avec le syndicat de bassin de l'Elorn. Des études ont été menées, qui ne sont pas forcément concluantes entre le bilan coût-avantage, puisque les sommes porteraient sur plusieurs millions d'euros pour un gain de l'ordre du centimètre.

Il expose qu'il existe aussi sur Daoulas un projet connexe à celui de l'échangeur de Kernevez afin de lutter contre les inondations notamment sous la voie express au niveau du pont pour accéder à Daoulas ou se diriger vers Landerneau. Ce projet est intégré dans la réflexion liée à l'échangeur. L'urbanisation est aussi un sujet qu'il faut traiter de façon à éviter les ruissellements aboutissant à l'Elorn et contribuant à la montée des eaux.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Vote la programmation pluriannuelle des investissements de la Communauté pour 2020-2024 telle que présentée dans les tableaux de synthèse.

DCC2020_041 Reprise anticipée des résultats 2019 au Budget Primitif 2020

Résumé :

L'article L231-5 du Code général des collectivités territoriales prévoit que "le conseil peut, au titre de l'exercice clos et avant adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou le cas échéant l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise la reprise anticipée et l'affectation des résultats de l'exercice 2019 conformément au tableau présenté en séance.

DCC2020_042 Budget réseau de chaleur - Durée amortissement de l'équipement

Résumé :

L'équipement de la chaufferie-bois et de son réseau doit faire l'objet d'un amortissement. Il est proposé des durées d'amortissement différenciées, selon la nature des équipements.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Vote les durées d'amortissement de 30 ans pour le génie civil et le réseau de chaleur, de 10 ans pour les autres équipements affectés à ces biens.

DCC2020_043 Budget Photovoltaïque - Reprise de provision

Résumé :

Le bâtiment loué à GLS, zone de Saint Eloi Nord a subi un sinistre en 2016. L'assurance perçue alors a fait l'objet d'une inscription en provision dans l'attente de son affectation à une perte d'exploitation et de travaux. En 2020, les travaux sur le bien sinistré nécessitent une reprise partielle de cette provision

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : vote la reprise de provision à hauteur de 3 700,00 € et autorise le Président à opérer les écritures comptables associées à ladite reprise.

DCC2020_044 Décision budgétaire - Provision pour risque budget économie

Résumé :

Chaque année, des titres des recettes font l'objet d'admission en non-valeur du fait de leur caractère irrécouvrable. Afin de faire face à cette dépense, il est proposé de créer une provision pour risques et charges de fonctionnement courant, à hauteur de 10 000 €.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Vote l'inscription, au budget Economie, d'une enveloppe de 10 000 € au chapitre 68 au titre d'une provision pour risques et charges de fonctionnement courant.

DCC2020_045 Vote du budget primitif 2020 - Budget général

Résumé :

Le budget primitif 2020 doit être voté avant le 30 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Vote le budget primitif 2020 du budget général de la Communauté, conformément aux documents présentés en séance.

DCC2020_046 Vote du budget primitif 2020 - Budget Action Economique

Résumé :

Le budget primitif 2020 doit être voté avant le 30 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Vote le budget primitif 2020 du budget d'action économique de la Communauté, conformément aux documents présentés en séance.

DCC2020_047 Vote du budget primitif 2020 - Budget Moulin Mer

Résumé :

Le budget primitif 2020 doit être voté avant le 30 avril de cette année. Les éléments présentés dans

l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Vote le budget primitif 2020 du budget de Moulin Mer de la Communauté, conformément aux documents présentés en séance.

DCC2020_048 Vote du budget primitif 2020 - Budget CLIC

Résumé :

Le budget primitif 2020 doit être voté avant le 30 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Vote le budget primitif 2020 du budget du CLIC de la Communauté, conformément aux documents présentés en séance.

DCC2020_049 Vote du budget primitif 2020 - Budget photovoltaïque

Résumé :

Le budget primitif 2020 doit être voté avant le 30 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Vote le budget primitif 2020 du budget du photovoltaïque de la Communauté, conformément aux documents présentés en séance.

DCC2020_050 Vote du budget primitif 2020 - Budget réseau de chaleur

Résumé :

Le budget primitif 2020 doit être voté avant le 30 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : vote le budget primitif 2020 du budget du réseau de chaleur de la Communauté, conformément aux documents présentés en séance.

DCC2020_051 Vote du budget primitif 2020 - Eau

Résumé :

Le budget primitif 2020 doit être voté avant le 30 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Vote le budget primitif 2020 du budget Eau de la Communauté, conformément aux documents présentés en séance.

DCC2020_052 Vote du budget primitif 2020 - Eau DSP avant transfert

Résumé :

Le budget primitif 2020 doit être voté avant le 30 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Vote le budget primitif 2020 du budget Eau Dsp avant transfert de la Communauté, conformément aux documents présentés en séance.

DCC2020_053 Vote du budget primitif 2020 - Assainissement

Résumé :

Le budget primitif 2020 doit être voté avant le 30 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Autorise le président à mettre en œuvre la vente du véhicule et les procédures s'y rattachant,

Article 2 : Fixe le prix départ de mise en vente à 50 000 €,

Article 3 : Vote le budget primitif 2020 du budget Assainissement de la Communauté, conformément aux documents présentés en séance.

Envoyé en préfecture le 03/03/2020

Reçu en préfecture le 03/03/2020

Affiché le

ID : 029-242900801-20200302-DCC2020_054-DE

POINTS DIVERS

Sans objet

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 21 h 15

Suivent les signatures.